



Comité technique d'établissement du Cerema
3 octobre 2018
Réorganisation au siège, indemnitaire,

Déclaration préalable des représentants CGT

Monsieur le directeur, dans la note que vous avez diffusée à l'occasion du séminaire des cadres dirigeants du 18 septembre, vous indiquez : « aujourd'hui, nous entrons dans la deuxième phase de construction de l'établissement ». Dans un contexte de « décroissance budgétaire et d'effectifs », il faudrait donc « faire la preuve de notre efficience ». Cela appelle plusieurs remarques :

1. L'illusion ne suffit pas

Vous illustrez la capacité de l'administration à **décrire une réalité par son exact opposé : il s'agit en effet ici de destruction et non de construction**. A aucun moment les diminutions d'effectifs et de moyens infligées à notre établissement, comme à d'autres, n'ont été motivées par de moindres attentes sociales vis-à-vis des missions de service public concernées. Le 8 septembre des mobilisations citoyennes inédites ont eu lieu pour qu'enfin les priorités soient mises sur les questions liées au climat, à la ville, à la mobilité, à la biodiversité... Quant aux infrastructures, la catastrophe de Gênes est venue rappeler à quelles extrémités pourrait conduire une disparition de l'expertise publique. Pourtant le budget 2019 prévoit la suppression de 4500 postes de fonctionnaires dont 101 au Cerema (la plus importante diminution des Etablissements Publics !). Après 10 ans de suppression d'effectif, il n'est plus possible d'adapter le Cerema pour répondre aux suppressions de postes. Monsieur le directeur, quelles sont les missions et les activités qui seront impactées par cette nouvelle diminution en référence aux chantiers 7 et 8 ? Comment prévoyez-vous de répartir ce nouveau tour de vis, alors que la cible annoncée est un Cerema à 2400 postes en 2022 ? Cette perspective de diminution des effectifs qui n'est pas guidée par la satisfaction des besoins sociaux, mais au nom d'une dette dont nous ne sommes pas responsables, n'empêche pas le gouvernement de transférer 18,8 milliards d'euros des comptes publics vers les entreprises. Ne nous voilons pas la face : dans la logique libérale actuelle, on ne construit pas les services publics, on les détruit, le Cerema comme les autres.

2. Des organisations girouettes produites par des caméléons

Les agents ont le sentiment de construire cet établissement depuis plusieurs années maintenant. Dans ce contexte hostile ils se lassent lorsqu'on leur explique qu'il faut poursuivre ... pour construire le Cerema de demain. Il faudrait en permanence évoluer, restructurer, réorganiser car, sans même revenir sur la baisse des effectifs, la stabilité serait perçue dans la start-up nation de notre président, comme de la passivité, de l'immobilisme. Pour la CGT, il n'est pas justifié de bouleverser en permanence l'environnement et les habitudes (récentes) de travail des équipes. Les agents aspirent à ce qu'on s'évertue à faire fonctionner le Cerema d'aujourd'hui !

3. Une maltraitance organisée

Les risques psychosociaux sont élevés dans notre établissement, ce que divers événements et diagnostics ont pu révéler. Il convient donc d'accorder une attention très particulière à ce sujet face à des changements qui risquent de s'avérer douloureux pour une partie au moins des agents. Sur le sujet de ce que vous appelez « Optimiser les fonctions de support et d'appui » par exemple, beaucoup appréhendent, à notre avis avec raison, de nouvelles mutualisations. Celles qu'ils ont pu connaître par le passé ont parfois laissé des traces...

Le chantier que vous lancez « Développer une offre à valeur ajoutée » n'est pas nouveau. Mais, qu'appelle-t-on une offre à valeur ajoutée quand nous lisons de plus en plus régulièrement les mots « marché », « client », « produit », « commercial », « marketer », « vente », « industrialiser », « marque »... ? N'avons-nous pas vocation à répondre à des besoins publics ? La CGT revendique le refus de réaliser des prestations « rentables » si elles s'avèrent en contradiction avec la qualité scientifique et technique, l'indépendance ou encore la neutralité à laquelle nous sommes attachés ? La CGT refuse que le Cerema s'oriente vers un établissement public industriel et commercial en pratique et en droit.

Nous souhaitons aussi des précisions concernant deux orientations qui nous étonnent : « améliorer notre structuration locale : Occitanie, Outre-Mer, métropole de Lyon » et mettre en place « un process de gestion de crise en interne Cerema ». Qu'entendez-vous par là ?

Par ailleurs, vous souhaitez « faire de chaque agent le porteur de la construction du Cerema ». Les documents précisent qu'il s'agit de « développer l'adhésion des personnels et leur donner envie de porter le projet du Cerema ». Cet objectif fait fi du volet critique des agents. A ce propos, qu'avez-vous retenu du dernier baromètre social qui accentue les tendances des précédents ? Pour porter un projet encore faut-il y adhérer. Or, nous doutons que les agents soient ambassadeurs d'un projet dont la nature est la suppression massive d'effectif, la suppression de missions et l'amoindrissement territorial. La CGT rappelle sa défense des missions du Cerema et de ses agents, ce qui ne signifie pas une défense du Cerema en tant que structure et encore moins de sa direction et de ses projets.

Rémunération au « mérite » ou à la tête du client !

Enfin, puisque nous avons à l'ordre du jour trois sujets concernant les rémunérations indemnitaires – la modification de l'IFSE pour et le complément indemnitaire annuel (CIA) pour les agents administratifs, et l'anonymisation dans les instances d'information, comment ne pas pointer la contradiction entre le souhait – en paroles – que les agents aient le sentiment d'appartenir à un collectif Cerema et les projets – en acte – de mise en concurrence généralisée des agents en diminuant tous les mécanismes collectifs de gestion. Au prétexte de rémunérer le mérite c'est en réalité un outil de division des agents (voire parfois des groupes, départements ou services) qui est mis en place. Car la modulation du CIA sera à la tête du client en fonction de sa plus ou moins bonne docilité et relation avec sa hiérarchie ! Particulièrement qualifier la manière de servir d'un agent « d'insuffisante », c'est certainement pas le motiver à faire mieux, mais organiser les RPS au sein des services. **La CGT est favorable au versement d'un complément indemnitaire, mais identique pour tous d'autant que les organisations de travail sont très fluctuantes d'une direction à l'autre !**

Par ailleurs, ces nouveaux dispositifs entravent de plus en plus la représentation des personnels par les organisations syndicales. La CGT combat cette entrave qui jette en pâture de plus en plus les agents dans une relation directe employé-employeur. Nous refusons ce retour au XIX^{ème} siècle ! Le 5 de l'article 34 du décret 2011-184 sur les comités techniques prévoit un avis des comités sur les grandes orientations en matière de politique indemnitaire et de critère de répartition y afférents. Or, ce point n'est que pour information et non pour avis ce jour !

La CGT milite pour une augmentation globale de l'enveloppe indemnitaire pour tous les salariés, qui rendrait par exemple possible la mise en place d'un coefficient unique pour les agents techniques sans qu'aucun agent ne soit perdant. Nous revendiquons également l'augmentation des traitements via la hausse du point d'indice et l'intégration dans le traitement des primes ayant un caractère de complément salarial. Cela permettrait la prise en compte des primes dans le calcul des pensions de retraite. La mobilisation collective des agents, aux antipodes de la concurrence générée par le système des primes au mérite, est le moyen de satisfaire ces revendications.

Le 9 octobre prochain tous ensemble en grève et en manifestation.